



L'écologie punitive, cela suffit ! Les agriculteurs ont déjà donné !

Paris, le 5 décembre 2018 - Conseil stratégique obligatoire, séparation du conseil et de la vente, suppression des remises rabais ristournes sur les produits phytosanitaires, interdiction de produits sans solutions, la liste des contraintes imposées par le gouvernement, ayant un fort impact économique sur l'activité des producteurs de grandes cultures, s'allonge tous les jours. Et que dire du fait que ces décisions arbitraires, n'aient fait l'objet d'aucune étude d'impact.

La dernière trouvaille gouvernementale a été la mise en œuvre par l'Etat d'une plateforme sur la sortie du glyphosate. Véritable souffle sur les braises de l'agri-bashing, cette démarche, une fois encore, vise clairement à stigmatiser les agriculteurs en les livrant à la vindicte populaire. Nous, représentants des producteurs de grandes cultures, disons que monter les Français les uns contre les autres est inacceptable d'autant plus qu'il s'agit de décisions arbitraires, motivées plus par des logiques doctrinaires que par des approches raisonnées.

Goutte d'eau, l'augmentation de plus de 100 millions d'euros prévue dans le projet de loi de finances pour 2019 de la redevance pour pollutions diffuses (RPD) sur les produits phytosanitaires. Les Pouvoirs publics savent-ils qu'une exploitation de grandes cultures dont le revenu moyen par actif est, sur les cinq dernières années, de l'ordre de 2500 euros par anⁱ, va subir un surcoût de plus 1500 euros, soit potentiellement le tiers de son résultat ! Comment peuvent-ils envisager une hausse de taxe au détriment d'un secteur qui traverse une crise sans précédent depuis maintenant cinq années ?

Pour nous, cela montre une nouvelle fois le décalage de nos dirigeants avec la réalité du terrain et leur dramatique méconnaissance de la situation économique de la ferme France. La transition agroécologique et la réduction de l'utilisation des phytosanitaires ainsi que la réponse au défi climatique, demandent des investissements de la part des agriculteurs et entraînent des pertes de rendement ! C'est donc bien d'un accompagnement dont nous avons besoin, comme aime à le rappeler le Ministre de l'Agriculture, et non de taxes !

Nous appelons, le gouvernement et les parlementaires à renoncer à l'augmentation de la RPD, à fermer la plateforme « glyphosate », à revenir à une position de sagesse sur la séparation du conseil et de la vente des produits phytopharmaceutiques. Il nous faut refonder un dialogue constructif pour accompagner la transition agroécologique dans laquelle les producteurs de grandes cultures sont résolument engagés au travers des plans de transformation de filière.

Contact presse :

AGPB	AGPM	CGB	FOP
Guillaume LORRE	Anne KETTANEH	Carine ABECASSIS	Thibaut LEDERMANN
07 50 14 58 26	06 83 22 05 01	01 44 69 41 36	06 50 69 20 08

ⁱ Charges sociales déduites – Source Agreste – RICA OTEX 15